



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

30 | 2005

Pour une histoire culturelle de la guerre au XIXe siècle

Gilles Pécout [dir.], *Penser les frontières de l'Europe du XIX^e au XXI^e siècle. Élargissement et union : approches historiques*, Paris, Éditions ENS rue d'Ulm et Presses Universitaires de France, 2004, 378 p. ISBN : 2130543014. 28 euros.

Raymond Huard



Édition électronique

URL : <http://rh19.revues.org/1062>
ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005
ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Raymond Huard, « Gilles Pécout [dir.], *Penser les frontières de l'Europe du XIX^e au XXI^e siècle. Élargissement et union : approches historiques*, Paris, Éditions ENS rue d'Ulm et Presses Universitaires de France, 2004, 378 p. ISBN : 2130543014. 28 euros. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 30 | 2005, mis en ligne le 19 février 2006, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://rh19.revues.org/1062>

Ce document a été généré automatiquement le 30 septembre 2016.

Tous droits réservés

Gilles Pécout [dir.], Penser les frontières de l'Europe du XIX^e au XXI^e siècle. Élargissement et union : approches historiques, Paris, Éditions ENS rue d'Ulm et Presses Universitaires de France, 2004, 378 p. ISBN : 2130543014. 28 euros.

Raymond Huard

- 1 Dans l'avant-propos de ce livre qui rassemble les actes d'un colloque tenu à l'École normale supérieure en 2003, Pierre Mirel, directeur à l'élargissement de la communauté européenne, prévient, pour éviter toute ambiguïté concernant l'objet de la recherche que les frontières de l'Europe politique, celles de l'Est, les plus discutées actuellement, sont déjà déterminées et pour une longue période : ce sont celles des 25, et en plus, bientôt celles de la Bulgarie et de la Roumanie et plus tard celles de la Croatie et de la Turquie. C'est reconnaître une vérité : la question des frontières de l'Europe, telle qu'elle est posée aujourd'hui, se décide sur le plan politique. Gilles Pécout, qui lui succède, délimite donc l'objet du colloque : non pas fournir à la politique et à l'économie « un surplus d'arguments » mais se livrer à une analyse des représentations, celles que l'on s'est fait depuis le XIX^e siècle surtout, d'une éventuelle Europe à construire et de ses limites, et aussi celles que les candidats à l'adhésion en 2003 concevaient de leur vocation européenne, tout en confrontant ces représentations aux réalités. À partir de là, on peut s'efforcer de préciser les concepts très divers qui se cachent derrière le mot Europe (continent, civilisation, idée et mouvement, ou organisation politique concrète), affiner aussi la notion de frontières (limite d'État ou de civilisation, ligne de partage ou de

contact). Les participants au colloque représentaient un large éventail de disciplines (essentiellement des historiens, géographes, politistes, juristes) et de pays européens (outre la France, la Pologne, la Lituanie, Chypre, la Hongrie, la Slovénie, la Roumanie et la Slovaquie).

- 2 Il serait absurde de ne retenir de ce colloque que ce qui concerne le XIX^e siècle, puisque nombre de ces études embrassent l'ensemble du XIX^e et du XX^e et remontent parfois même beaucoup plus haut. La première partie du livre évoque les héritages, la réalité de réseaux européens au XVIII^e siècle dans la République des Lettres (Françoise Waquet), une République dont la délimitation n'est pas figée et qui tend à se déplacer vers le Nord et vers l'Est. Elle est relayée au XIX^e siècle, en pleine ère des nationalités, mais plutôt par les relations savantes que dans le champ littéraire (Christophe Charle). Pour un grand précurseur comme Victor Hugo, l'Europe idéale est « une France élargie » (Maurice Agulhon). On peut ajouter à cette partie, la communication de Philippe Boutry qui montre que Rome, si elle fut de façon anecdotique le lieu où on signa le traité fondateur en 1957, incarne bien une tradition européenne représentée à la fois par le *Risorgimento* et la Rome pontificale.
- 3 La deuxième partie examine de façon plus précise le problème des frontières. Gilles Pécout et Pierre-Yves Péchoux s'accordent sur le fait que la géographie du XIX^e siècle manifeste une incertitude quant aux limites du continent européen. On peine à trouver des critères pour une Europe autre que celui très vague de « la civilisation ». À l'époque des nations, dont les frontières d'État font d'ailleurs problème, personne ne pense à l'Europe comme à une construction politique à borner un jour. C'est avec les premiers plans concrets (le plan Briand d'Union fédérale européenne, présenté en 1929), que le problème politique fait vraiment surface (Antoine Vauchez et Guillaume Sacriste), mais ce projet, plus politique que juridique, laisse de marbre les juristes et, trop imprécis et pas vraiment en prise sur la réalité des relations internationales de l'époque, il est d'avance condamné à l'échec. Tant au XIX^e qu'au début du XX^e, une des questions les plus délicates est celle des Balkans (Fabrice Jesné), eux-mêmes en pleine évolution, zone de confins, connotée négativement, où les revendications antagonistes sur des territoires sont nombreuses et où la question des minorités reste cruciale. Robert Frank, qui rappelle brièvement les grandes étapes historiques sans oublier, avec juste raison, l'Europe hitlérienne, centre sa réflexion sur la question de l'élargissement, question qui se pose au fond dès le départ et n'a pas cessé de se poser. La victoire de la Communauté européenne sur l'Association européenne de libre échange, projet concurrent porté par la Grande-Bretagne, est décisive. C'est à la conférence de Copenhague (1993) que des critères sont fixés (économie libérale, démocratie, appartenance à l'Europe – ce dernier d'application discutable). L'identité de l'Europe, évolutive, ne saurait se confondre avec des héritages, mais sous peine de dilution, l'élargissement doit s'accompagner d'un approfondissement et c'est bien le point d'achoppement aujourd'hui.
- 4 La dernière partie rassemble des communications de chercheurs français et étrangers traitant des pays en voie d'adhésion qu'on a cités plus haut ¹, plus la Turquie. On pouvait craindre que ces contributions cèdent à la tentation de faire valoir surtout les arguments qui permettent à chaque pays de justifier son adhésion. Il n'en est rien. Non seulement elles apportent une riche moisson de faits peu connus, mais elles réagissent contre les idées toutes faites, en rappelant par exemple la séduction momentanée du projet hitlérien sur certains pays (Hongrie et Roumanie), en montrant aussi que le fameux « rideau de fer » n'a pas empêché tous les échanges. Elles soulignent que l'attraction vers

l'Europe dans la plupart de ces pays a été doublée par une attraction encore plus forte vers l'OTAN (aspect auparavant peu évoqué) et vers « l'Occident » au sens large, souvent d'ailleurs un peu surévalué, ce qui explique que les résultats aient déçu par rapport aux attentes. On regrettera pour finir qu'une intervention n'ait pas été demandée à un représentant de la Grande-Bretagne, pays où les réticences vis à vis de l'Europe ont été et sont encore fortes. En tout cas, cet ouvrage documenté, nourri d'analyses nuancées, permet de dépasser utilement la propagande un peu simpliste qui nous est servie tous les jours. Dès qu'on sort de celle-ci, on comprend mieux les difficultés de la construction européenne et la nouveauté qu'a été sa progression, parfois laborieuse, mais considérable, jusqu'à nos jours.

NOTES

1.. Kyriakos Pierides et Marc Aymes pour Chypre, Nicolas Bauquet pour la Hongrie, Jurgita Maciulyte et Yves Plasseraud pour la Lituanie et, plus largement, les pays Baltes, Josef Laptos pour la Pologne, Cartherine Durandin et Daniel Daianu pour la Roumanie, Edita Ivanickova pour la Slovaquie, Bozo Repe pour la Slovénie, Jean-François Pérouse pour la Turquie.